

Gilles BOURQUE

professeur, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal

(1998)

“La nation, l'histoire et la communauté politique.”

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec
[Page web](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

Gilles BOURQUE

“La nation, l'histoire et la communauté politique.”

Un article publié dans le livre sous la direction de Robert Comeau et Bernard Dionne, **À propos de L'HISTOIRE NATIONALE**, pp. 37-43. Montréal : Les Éditions Septentrion, 1998, 160 pp.

[Autorisation formelle accordée par Robert Comeau le 4 novembre 2010 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriels : comeau.robert@sympatico.ca
Gilles Bourque: bourque.gilles@uqam.ca

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

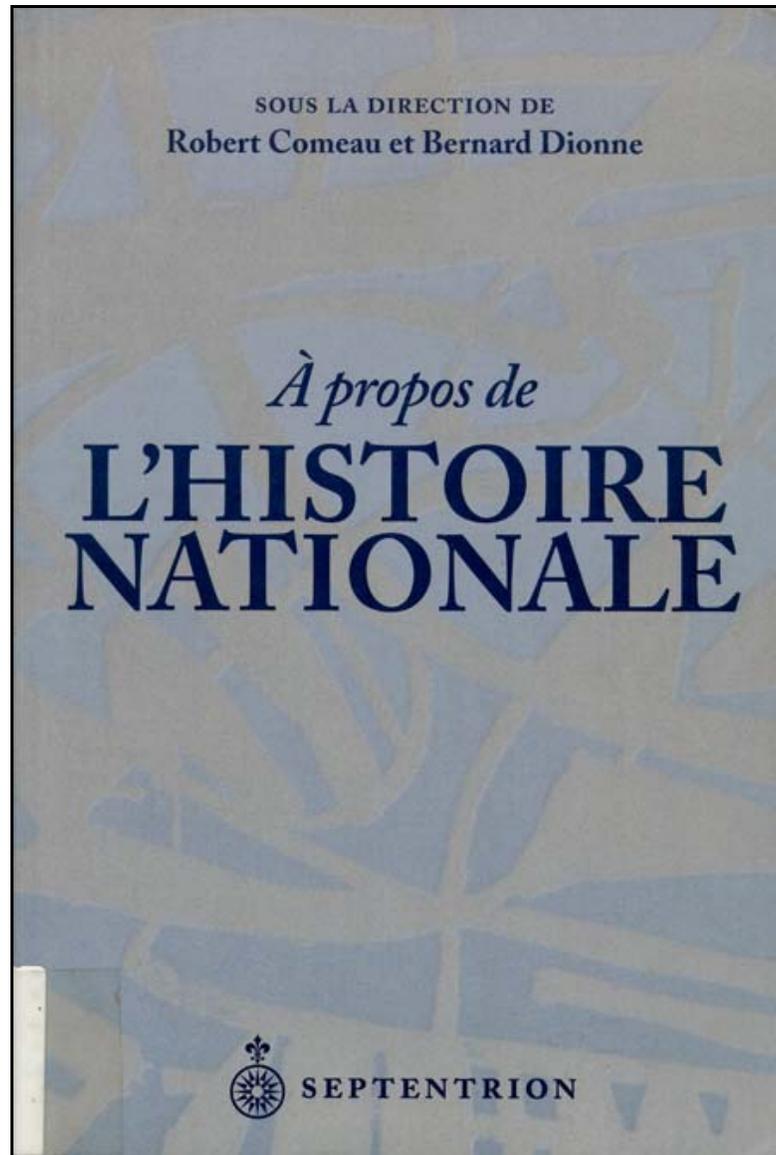
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 26 mars 2012 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Robert COMEAU et Bernard Dionne
Historien, professeur retraité, département d'histoire, UQÀM
et Docteur en histoire, UQÀM, 1988.

À propos de L'HISTOIRE NATIONALE.



Montréal : Les Éditions Septentrion, 1998, 160 pp.

[37]

À propos de L’HISTOIRE NATIONALE.

Texte 3

“La nation, l'histoire
et la communauté politique”

Gilles Bourque

[37-43.]

À l'heure de la mondialisation et de l'érosion des pouvoirs de l'État-nation, il est non seulement nécessaire mais urgent de nous interroger sur la pertinence de l'histoire nationale. Il faut en effet nous demander si cette propension, devenue presque naturelle, à cibler le cadre national ne risque pas de nous condamner à la cécité face à l'essentiel des processus de transformation des rapports sociaux en cette fin de siècle (Castells, 1996, 1997, 1998).

Le projet d'écriture d'une histoire nationale digne de ce nom ne s'est jamais réduit, doit-on le rappeler, à une sorte de description empirique des interactions entre des individus et des groupes sociaux réunis au sein de frontières communes. Écrire une histoire nationale implique, au moins implicitement, que l'État-nation et la communauté nationale constituent un cadre qui représente un principe d'intelligibilité suffisant. En ce sens, l'histoire nationale n'a d'intérêt que si elle permet de comprendre ou d'expliquer certains des aspects fondamentaux des processus de construction des rapports sociaux particuliers que l'on étudie.

Voilà pourquoi, si l'on veut s'interroger sur la pertinence actuelle de l'histoire nationale, on doit d'abord se demander qu'est-ce que l'histoire nationale ? Et peut-être encore davantage : pourquoi l'histoire nationale ? ; pourquoi au XIXe siècle, le projet de l'histoire comme discipline s'est-il formé en ciblant d'abord et avant tout le cadre national ?

[38]

Histoire ethnique et histoire nationale

Il importe au point de départ de poser très clairement que l'histoire nationale n'est pas ou ne devrait jamais être confondue, implicitement ou explicitement, avec l'histoire ethnique. Je ne soutiens nullement que l'histoire ethnique soit impossible ou absolument sans intérêt. On peut très bien faire l'histoire des Canadiens français ou, comme on nous y invite de plus en plus actuellement, écrire, par exemple, l'histoire des Irlandais immigrés au Québec depuis le XIXe siècle.

J'affirme cependant que, ce faisant, on ne produit en aucune manière une histoire nationale et surtout que, dans le meilleur des cas, on ne parviendra qu'à décrire la vie d'un certain groupe d'acteurs sociaux posée comme la résultante de processus sociaux qui fondamentalement leur échappent.

En d'autres termes, le grand risque de l'histoire ethnique qui actuellement prend souvent le visage de l'histoire multiculturelle, c'est de se condamner à une approche essentiellement déterministe, sous prétexte de se rapprocher le plus possible de la quotidienneté des acteurs sociaux. J'entends ici par déterminisme cette position épistémologique qui pose les acteurs comme de simples effets des rapports sociaux ou comme réagissant à des processus sur lesquels ils n'ont finalement pas de contrôle. On pourra ainsi soutenir que les Irlandais quittent l'Europe à la recherche d'un mieux-être économique en Amérique. Mais la fixation de l'analyse sur le seul groupe ethnique risque de faire oublier la nécessité d'une analyse sérieuse du développement du capitalisme en Irlande et au Canada. Sans y prendre garde, on peut être amené à poser les pratiques des acteurs comme de simples tentatives d'ajustement au sein de rapports sociaux dont les principes d'organisation échappent fondamentalement à leur action.

Il faut surtout se prémunir ici contre une histoire ethnique qui se pense comme une histoire nationale. Ainsi il n'est pas rare que l'histoire du Québec finisse par être confondue avec celle de l'histoire des Canadiens français du Québec durant la période 1840-1960. À l'inverse, mais exactement dans le même sens, la sociologie a commencé par penser les Canadiens français du Québec comme si le groupe ethnique (ou la race, ou la nation) s'instituait sur ses propres bases. Or ni l'histoire ni la sociologie des Canadiens français ne peuvent être assimilées à l'histoire et à la sociologie du Québec (Bourque et al., 1994).

En somme, l'histoire nationale ne devrait être confondue ni avec l'histoire ethnique ni même avec l'histoire de la nation si l'on fait référence par [39] là à un groupe naturel qui préexisterait aux rapports sociaux (Schnapper, 1994). Il importe donc de bien saisir ce que l'on doit entendre par le concept d'histoire nationale.

L'histoire nationale et la modernité politique

Si, au XIXe siècle, l'histoire se développe au point de départ comme une histoire nationale, c'est que son développement comme discipline à prétention scientifique est étroitement lié à l'affirmation de la modernité politique, dans le cadre de l'État-nation. La modernité implique l'idée fondamentale de l'autoproduction de la société sur des bases essentiellement profanes. La compréhension de la temporalité ne pourra dorénavant s'en référer à une force transcendante extérieure aux rapports sociaux (Bourque, 1989). La science historique tiendra dès lors pour acquis la capacité des acteurs sociaux de produire leur propre histoire. Il s'agira pour elle de rechercher les lois de l'historicité ou, si l'on préfère, de comprendre comment les hommes font leur histoire (Freitag, 1986).

Or l'idée d'une autoproduction de la société, qui répondrait à des lois, saisies sur le mode de la compréhension ou de l'explication, présuppose nécessairement l'existence de principes de totalisation des rapports sociaux qu'il s'agira de rechercher et de dévoiler ? En d'autres termes, il existerait une logique profonde, un secret caché des rapports entre les procès d'institutionnalisation de la société qui nous permettrait de circonscrire le sens d'une histoire donnée. Cette logique, ou ce principe, on le sait, on la trouvera presque naturellement dans le cadre de l'État-nation, puisque la totalisation de la société moderne obéit au point de départ à un

principe nationalitaire (Gellner, 1989). Le marché, la culture, l'État et la communauté politique prennent des formes nationales (Bourque, 1977).

Cela ne veut nullement dire que le cadre national se suffise à lui-même ou que certains processus d'institutionnalisation de la société ne dépassent pas l'État-nation. Plusieurs auteurs ont justement insisté sur le fait que le capitalisme a, dès le départ, une vocation mondialisante (Wallerstein, 1974). Il n'en reste pas moins que les deux premières grandes phases d'expansion du capital s'appuient d'abord sur l'État absolutiste et, ensuite, sur l'État-nation. Le colonialisme et l'impérialisme se construisaient sur des bases nationales. On peut donc affirmer que l'histoire nationale ne se rapporte ni à l'ethnie ni à la nation au sens étroit du terme. Elle est plus fondamentalement recherche du principe de totalisation qui nous permet de comprendre la transformation [40] des rapports sociaux dans un espace-temps configuré dans des formes nationales.

L'histoire nationale, enfin, demeure fondamentalement une histoire politique, c'est-à-dire une histoire qui trouve dans l'État et au niveau politique la logique ultime de l'organisation des rapports sociaux. Je n'entends nullement valoriser ici la tradition de l'histoire politique aux dépens de celle de l'histoire économique, sociale ou culturelle. En fait, je ne renvoie pas à cette spécialisation disciplinaire que représente l'histoire politique. Je veux insister sur le fait que l'histoire nationale, même lorsqu'elle privilégie les dimensions économiques, sociales et culturelles, renvoie ultimement à une conception politique des rapports sociaux. Clairement inspirée par la modernité politique, l'histoire nationale considère, au moins implicitement, la société comme un ensemble de rapports de forces et de domination qui prend forme dans l'État-nation.

Je ne soutiens pas davantage, à l'évidence, que la modernité politique condamne au seul cadre national. L'histoire comparative a toujours permis d'enrichir l'analyse et il est certes possible d'écrire une histoire qui déborde l'État-nation. L'histoire de l'État-providence, par exemple, transcende l'État-nation puisque celui-ci s'est imposé partout dans les sociétés occidentales comme stratégie de sortie de la crise des années 1930 (Esping-Andersen, 1990). Il n'en reste pas moins qu'il n'est pas sans intérêt, aussi bien pour l'analyse historique que pour les intéressés eux-mêmes, de faire ressortir que le traitement des problèmes sociaux n'est pas équivalent aux États-Unis et en Suède, en 1960.

L'histoire nationale a constitué, durant les deux derniers siècles, un lieu privilégié de connaissances qui a non seulement contribué à l'analyse des rapports de forces et de domination, mais qui a aussi permis de faire ressortir la capacité de choix des acteurs sociaux, c'est-à-dire la capacité de produire politiquement la société sur la base de la discussion potentielle de tous les pouvoirs (Habermas, 1987).

L'histoire nationale est-elle encore possible ?

En cette fin de siècle, on peut cependant se demander si cette écriture de l'histoire qui prend le cadre national comme une donnée presque naturelle reste encore possible. La complexification interne des sociétés occidentales, aussi bien que l'érosion des pouvoirs de l'État-nation, sous l'effet de la mondialisation, nous impose de repenser aussi bien la nature que l'importance relative de l'histoire nationale.

[41]

La transformation significative et irréversible des rapports sociaux au sein des sociétés occidentales nous invite d'abord à repenser l'écriture de l'histoire, comme en témoignent d'ailleurs les récents projets de réforme de la discipline. Même s'il a toujours fallu la distinguer de l'histoire ethnique, la rédaction de l'histoire nationale a, jusqu'ici, adopté le plus souvent la forme d'une écriture jacobine. Alors même que souvent il insistait sur l'importance de la division sociale et de la lutte des intérêts et des classes, le récit finissait par poser la naturalité du cadre national sinon de la nation elle-même. Tout en cherchant très souvent à s'en défendre, l'écriture jacobine a toujours entretenu des rapports étroits avec l'idéologie nationale. J'entends par là ce projet de construction d'une communauté politique nationale qui, même lorsqu'il prenait les traits du nationalisme civique, visait objectivement à réduire sinon à effacer la différence et l'hétérogénéité en produisant une seule et même nation. La promotion de la nation tout comme l'affirmation d'une citoyenneté d'inspiration universaliste se sont ainsi avérées des processus, certes porteurs de progrès et d'émancipation, mais en même temps réducteurs de la diversité culturelle et sociale. Dans leur forme classique, le libéralisme et le républi-

canisme éludent les inégalités sociales réelles aussi bien qu'ils nient la diversité culturelle et la pluralité nationale au sein de l'État-nation (Taylor, 1994).

Or les transformations profondes qui s'affirment dans les sociétés occidentales, à partir de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, rendent de plus en plus problématique une écriture de l'histoire d'inspiration jacobine. On assiste à la montée de nouveaux mouvements sociaux favorisée par le développement de la société postindustrielle et de l'État-providence, en même temps qu'à l'accélération des mouvements migratoires, sous l'effet de l'inégalité du développement du capitalisme (Wiervorka, Dubet, 1996). Cette importante complexification des rapports sociaux suscite l'émergence de revendications sociales axées sur la reconnaissance de la pluralité sociale et culturelle. En critiquant la multiplicité des formes que prennent les rapports de pouvoir, les nouveaux mouvements sociaux suscitent l'émergence d'une nouvelle conception d'inspiration particulariste de la citoyenneté qui s'active à promouvoir les droits de différentes catégories sociales (les femmes, les homosexuels, les personnes âgées, etc.) et des diverses communautés culturelles (le multiculturalisme) (Bourque, Duchastel, 1996).

Dans une telle perspective, tout en n'oubliant pas l'importance de la communauté politique à titre de regroupement permettant l'exercice de la démocratie et de la discussion du pouvoir, l'histoire nationale doit abandonner [42] sa perspective jacobine. Elle doit plutôt chercher à rendre compte de l'affirmation d'une citoyenneté multiforme et pluraliste (Thériault, 1997).

On peut cependant se demander si, même transformée dans la perspective que je viens d'évoquer, l'histoire nationale présente encore un véritable intérêt. Si, comme le l'ai avancé au début de cet exposé, l'histoire nationale était pertinente parce qu'elle s'appuyait sur l'un des principes de totalisation les plus fondamentaux des sociétés modernes, c'est-à-dire la communauté politique nationale, ne devrait-on pas conclure qu'elle est définitivement dépassée devant l'érosion des pouvoirs de l'État-nation ?

Ce qu'on appelle la mondialisation ou la globalisation peut être saisi, de ce point de vue, comme un processus de déplacement du lieu de production des règles de l'organisation sociale à un niveau supérieur qui dorénavant s'impose aux sociétés nationales (Chesnais, 1994). Le fait que le projet néolibéral de retotalisation des rapports sociaux se réalise dans le cadre d'institutions technobureaucrati-

ques, sur la base d'un discours économiciste, ne doit pas faire perdre de vue que le marché mondial est et demeurera une création politique. En ce sens, la production des règles négatives de l'autorégulation du marché, même si elle émane au point de départ aussi bien des États-nations que des institutions internationales, a imposé la formation d'un espace social qui échappe à l'histoire nationale stricto *sensu* (Létourneau, 1996). Ce lieu d'organisation des rapports sociaux, c'est aujourd'hui celui des accords multilatéraux et continentaux du libre-échange, réalisés et projetés, dans le cadre d'institutions comme le FMI, l'OCDE et l'OMC. Mais c'est aussi celui encore très difficile à saisir où commencent à se construire, sous l'égide d'une multiplicité de mouvements sociaux, les bases de communautés politiques supranationales. C'est, en effet, grâce à la construction de communautés politiques post ou supranationales que les hommes et les femmes pourront reconquérir la capacité de produire leur propre histoire.

Je crois donc en la nécessité du développement d'une histoire supranationale. Il ne s'agirait pas d'une histoire des relations internationales au sens classique, puisque cette dernière se représente les rapports mondiaux comme la somme des interactions entre les unités de base que sont les nations. Au contraire, l'histoire supranationale devrait d'abord et avant tout être attentive aux relations économiques, politiques, sociales et culturelles qui se développent au sein d'un espace mondial autonomisé.

Est-ce à dire que l'histoire nationale deviendrait totalement obsolète ? On ne saurait l'affirmer que si l'on considère que l'espace national n'intervient plus de façon significative dans la production des règles de l'organisation [43] de la vie en société. Il faut se garder ici aussi bien de verser dans la science-fiction, que d'avaliser le discours néo-libéral qui ne présente plus guère l'État-nation que comme un lieu où il ne reste qu'à s'adapter à des processus qui échappent complètement à l'action des acteurs sociaux (Bourque, Beauchemin, 1994).

Même si l'État-nation et la société nationale doivent dorénavant partager le travail d'organisation des rapports sociaux avec des instances qui les dépassent et les dominent en grande partie, il n'en reste pas moins qu'ils représentent toujours des lieux significatifs de production de la socialité et d'exercice de la démocratie (Touraine, 1996). L'État minimal et démantelé que souhaitent les néo-libéraux demeure malgré tout un État interventionniste. De même, est-il besoin de le men-

tionner, les démocraties nationales sont et demeureront encore longtemps des lieux privilégiés de discussion du pouvoir et de résolution de conflits.

L'histoire nationale reste donc utile et nécessaire à condition, bien sûr, qu'elle s'ouvre à la pluralité sociale et culturelle, en même temps qu'elle prenne conscience que, dorénavant, les objets qu'elle analyse obéissent aussi à des déterminations qui dépassent le cadre qu'elle s'est donné.

Fin du texte